

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Économique Régional de Mexico  
En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama  
Semaine du 02 octobre 2025

La présidente mexicaine Claudia Sheinbaum, qui a pris ses fonctions le 1<sup>er</sup> octobre 2024, vient de compléter sa première année au pouvoir.

A l'issue de la première année de mandat de C. Sheinbaum, l'économie mexicaine affiche une résilience notable, le risque de contraction de l'activité étant écarté et la croissance désormais prévue à 1 % pour 2025 par le FMI.

Les autres variables macroéconomiques ont également fait preuve de résistance face aux incertitudes mondiales et aux menaces commerciales américaines : le peso s'est renforcé, l'inflation a réintégré la fourchette cible de la Banque centrale, le Mexique a atteint un niveau record d'IDE au S1 2025 et les exportations ont continué à progresser.

Les incertitudes commerciales (en lien notamment avec la revue du T-MEC prévue pour mi-2026) continuent néanmoins de peser sur les perspectives de l'économie mexicaine. Sur le plan intérieur, les récentes réformes constitutionnelles, et en particulier la réforme judiciaire, ont fragilisé le cadre des affaires. Enfin, les effets du *Plan México*, présenté par la Présidente comme un moteur de croissance face à un contexte international adverse, devraient être limités à court-terme.

### LE CHIFFRE A RETENIR

**1 an**

Sous la présidence de  
Claudia Sheinbaum

# Mexique

## Conjoncture macroéconomique

En août 2025, les exportations mexicaines de biens ont atteint 55,7 Mds USD, en hausse de 7,4 % g.a.. Le commerce extérieur mexicain montre une certaine résilience, tirée par les ventes non pétrolières et la diversification des marchés, tandis que certains segments comme l'automobile et le pétrole restent vulnérables aux incertitudes commerciales et aux variations des prix internationaux. Ainsi, la progression des exportations a été soutenue par les produits manufacturés (51,7 Mds USD, +9,0 % g.a.) et les exportations extractives hors pétrole (1,1 Md USD, +41,3 % g.a.). Les exportations pétrolières se sont quant à elles établies à 1,6 Md USD, en baisse de 26,3 % g.a.. Les exportations agricoles et halieutiques ont totalisé 1,2 Md USD, en recul de 14,3 % g.a., avec des baisses importantes pour les tomates, pois chiches et mangues, tandis que les fruits comestibles et produits de la mer ont progressé. Les exportations automobiles ont diminué de 1,2 % sur un an, reflétant une baisse de 5,9 % vers les États-Unis, compensée par une hausse de 29,1 % vers d'autres marchés. Du côté des importations, ces dernières ont reculé de 0,2 % g.a., à 57,7 Mds USD, principalement en raison du repli des biens de consommation (-5,8 % g.a.) et des biens d'équipement (-7,4 % g.a.). Les importations de biens intermédiaires ont enregistré une légère hausse de 1,8 % g.a., atteignant 44,6 Mds USD.

**Le déficit commercial du Mexique avec l'Asie a explosé ces cinq dernières années, atteignant 68,4 Mds USD entre janvier et juillet 2025, en grande partie en raison de la forte augmentation des importations en provenance de Chine.** Sur cette période, le Mexique a importé pour 73,7 Mds USD de produits chinois, soit une hausse de 84 % par rapport à 2020, incluant téléphones, pièces automobiles, vêtements et équipements électroniques. D'autres pays asiatiques, comme Taïwan, le Japon et la Malaisie, contribuent à ce déséquilibre. Pour rééquilibrer sa balance commerciale et soutenir la production nationale, le gouvernement a lancé le *Plan México*, une feuille de route visant à renforcer la fabrication et la consommation de produits mexicains. Ce plan comprend le label «*Hecho en México*», destiné à encourager les consommateurs à privilégier les biens nationaux, et l'introduction de droits de douane allant jusqu'à 50 % sur 1 463 produits importés de pays sans accord de libre-échange. L'objectif est de protéger les emplois dans des secteurs stratégiques comme l'automobile, le textile ou la sidérurgie, de réduire la dépendance aux importations asiatiques et de stimuler la compétitivité des entreprises locales. Ces mesures cherchent ainsi à limiter l'impact du déficit commercial tout en soutenant un développement industriel plus équilibré et durable. Cette décision a suscité une réaction de la Chine, qui a ouvert une enquête sur les barrières commerciales et d'investissement. Pour apaiser les tensions, la présidente Claudia Sheinbaum a proposé à la Chine la tenue d'une table de travail de haut niveau afin de discuter des différends commerciaux et de clarifier la situation.

**Le crédit des banques commerciales au secteur privé a augmenté de 4,7 % g.a. en termes réels en août dernier, ce qui représente la plus faible hausse depuis octobre 2022, selon les données de la Banque centrale du Mexique (Banxico).** Le crédit en cours des banques commerciales au secteur privé a de nouveau ralenti en août dernier, après avoir repris de la vigueur le mois précédent, en juillet (+6,1 % g.a.). Les trois principaux segments de crédit des banques commerciales continuent néanmoins d'afficher une croissance importante, principalement dans le domaine de la consommation. Le portefeuille du crédit à la consommation a augmenté de 9,3 % g.a. en août, soit la plus faible hausse en deux mois. Dans cette catégorie, le financement des biens de consommation durables a enregistré le rythme de croissance le plus important (+17,6 % g.a.), tiré par le segment automobile (+18,9 % g.a.). En ce qui concerne le crédit immobilier, la croissance n'a été que 2 % g.a. en termes réels, soit la variation la plus faible pour un mois d'août depuis 2011, tandis que le financement destiné aux entreprises et aux personnes physiques exerçant une activité commerciale a augmenté de 4,3 %. D'après le rapport sur les agrégats monétaires et l'activité financière publié ce mardi par Banxico, le solde total du portefeuille de crédit en cours a atteint 385 Mds USD en août. Pour 2025, l'Association des banques du Mexique (ABM) prévoit une croissance du crédit au secteur privé de 4,6 % en termes réels et de 8,8 % en termes nominaux.

**Le taux de chômage s'est élevé à 2,9 % au mois d'août 2025, d'après l'Institut National de Géographie et de Statistique (INEGI).** Ce taux est légèrement supérieur à celui de 2,8 % enregistré en juillet, mais inférieur de 0,1 point de pourcentage au taux d'août 2024. Au cours des douze derniers mois, la population économique active (occupée et au chômage) a cependant diminué de 274 000 personnes, le taux de participation passant de 60,2 % en août 2024 à 58,8 % en août 2025. Le taux d'emploi informel s'est par ailleurs établi à 54,8 % en août 2025, en baisse par rapport aux 56,1 % enregistrés en juillet mais en légère hausse par rapport à août 2024 (54,3 %).

## Sectoriel

**Depuis le 1er octobre 2025, les États-Unis appliquent un droit de douane de 100 % sur l'importation de médicaments de marque ou brevetés exportés, dont ceux en provenance du Mexique.** Une exception concerne les entreprises qui ont déjà lancé ou planifient la construction d'installations de production sur le territoire américain. Entre janvier et juillet 2025, le Mexique s'est positionné comme le 25ème fournisseur de produits pharmaceutiques pour le marché américain, avec des exportations totalisant 615 M USD, en hausse de 1,3 % par rapport à l'année précédente. Ce volume reste toutefois limité face aux principaux fournisseurs que sont l'Irlande, l'Allemagne, la Suisse, l'Inde et Singapour. À court terme, cette mesure devrait réduire les ventes mexicaines aux États-Unis, en raison du coût additionnel imposé aux exportateurs. À plus long terme, elle pourrait inciter les entreprises mexicaines à développer leur production locale, à diversifier leurs marchés ou à établir des partenariats ou des installations sur le sol américain. Un tel repositionnement contribuerait à renforcer la structure industrielle pharmaceutique mexicaine et à

réduire sa dépendance vis-à-vis du marché américain. A noter, depuis le 1<sup>er</sup> octobre, de nouveaux droits de douane touchent également l'importation de meubles (notamment 50 % sur les armoires de cuisine et 30 % sur les meubles rembourrés) et de camions (25 % sur les poids lourds) produits hors des Etats-Unis. Ces mesures sont appliquées à l'ensemble des pays exportateurs (dont le Mexique) et s'ajoutent à d'autres droits existants.

**Le ministère de l'Économie du Mexique a suspendu 670 entreprises du programme IMMEX qui prévoit l'exonération de taxes d'importation sur les produits destinés à être réexportés.** Grâce au programme IMMEX, les producteurs de marchandises destinées à l'exportation, ou les entreprises fournissant des services destinés à l'exportation, peuvent importer temporairement divers biens exonérés de la taxe générale à l'importation et, le cas échéant, du paiement de droits antidumping ou compensatoires. Ces suspensions d'entreprises s'intègrent dans une stratégie mise en place par le gouvernement pour protéger l'industrie nationale et lutter contre la contrebande et les pratiques déloyales, notamment dans les secteurs du textile et de la chaussure. A cet égard, des droits de douane sur 155 catégories de produits ont été imposés et les contrôles douaniers ont été renforcés pour saisir les marchandises illégales. Un décret publié le 19 décembre 2024 a par ailleurs restreint l'importation temporaire de vêtements finis via le programme IMMEX, tandis que le 1er juin 2025, 416 entreprises ont déjà été suspendues pour ne pas avoir présenté leur rapport annuel sur le total des ventes et des exportations.

**Grupo Carso, via ses filiales, a signé avec Pemex un contrat de 1,99 Mds USD pour forer 32 puits dans le champ Ixachi sur trois ans, avec 12 puits en production dès 2027.** Le groupe de Carlos Slim, Carso, a déjà participé à la perforation de 28 puits dans le champ Ixachi qui est considéré comme l'un des champs terrestres les plus importants du pays. Il produit actuellement environ 93 000 barils de pétrole par jour et 715 millions de pieds cubes de gaz, ce qui équivaut à un total de 236 000 barils équivalent pétrole par jour. Le nouveau contrat avec Grupo Carso prévoit le forage et la finition de jusqu'à 32 puits sur une période de trois ans. Pemex devrait commencer à assurer le paiement du contrat en janvier 2027 - date à laquelle 12 puits devraient être en production - grâce aux revenus générés par les hydrocarbures commercialisables.

**Le ministère de l'Économie a lancé les procédures d'annulation de 805 concessions minières situées dans des aires naturelles protégées.** Ces concessions représentent plus de 216 000 hectares et sont visées pour non-respect de certaines obligations, notamment le non-paiement des droits miniers en 2023 et 2024. Cette initiative s'inscrit dans un programme plus large de récupération de surfaces minières sous-utilisées ou exploitées de manière spéculative, après la détection de 1 043 concessions en infraction sur un total de 2 007 examinées. Au 31 juillet 2025, le Mexique comptait 22 247 concessions minières actives, couvrant 10,20 millions d'hectares, soit 5,2 % du territoire national. Dans le cadre des actions précédentes, 344 concessions avaient déjà été annulées, permettant de récupérer 450 764 hectares supplémentaires. Ces mesures visent à mieux contrôler l'exploitation

minière sur le territoire national, garantir le respect des obligations des concessionnaires et optimiser l'utilisation des zones à potentiel minier, conformément à l'objectif de la loi sur les mines de concilier développement économique et protection environnementale.

**D'après le World Travel and Tourism Concil (WTTC), le tourisme devrait générer des revenus de 281 Mds USD en 2025 au Mexique, en hausse de 2,4 % par rapport à 2024, mais le pays rétrocèderait de la 7<sup>ème</sup> à la 8<sup>ème</sup> place du classement mondial en termes de revenus touristiques.** Alors que les Etats-Unis et la Chine dominent largement le classement, l'Espagne dépasserait le Mexique cette année, atteignant des revenus de 283 Mds USD grâce à une croissance annuelle de 4,8 %. La force du Mexique repose sur le tourisme domestique qui génère 206 Mds USD, le positionnant à la 5<sup>ème</sup> place du classement en termes de revenus générés par le tourisme domestique, tandis que s'agissant des revenus du tourisme international, le pays n'atteint que la 14<sup>ème</sup> place. Le secteur touristique au Mexique compte 7,7 M d'emplois (8<sup>ème</sup> rang mondial), dont 40 % de femmes, et devrait représenter un emploi sur trois d'ici dix ans, d'après le WTTC. Le *Plan México* plante l'objectif de faire du Mexique le 5<sup>ème</sup> pays le plus visité d'ici 2030, grâce à un portefeuille de 20,6 Mds USD pour 282 projets dans 22 États, visant à augmenter le nombre de touristes de 3 millions par an, les recettes internationales de 46 %, les emplois de 27 %, la capacité hôtelière de 12 % et le PIB touristique de 9 %. La Coupe du Monde de football prévue en 2026 devrait attirer 5,5 millions de visiteurs, générer plus de 1 Md USD de consommation, créer 24 000 emplois directs et accroître de 48 % les revenus liés au tourisme.

## Finances publiques

**Au cours des huit premiers mois de l'année, les recettes publiques ont été inférieures de 6,4 Mds USD aux revenus programmés, en raison d'une baisse des revenus pétroliers.** Les recettes pétrolières ont enregistré une baisse de 15,8 % g.a. entre janvier et août 2025, s'élevant à 32,6 Mds USD, un niveau inférieur de 12,5 Mds USD aux revenus programmés au cours de la période. La faiblesse des recettes pétrolières s'explique par une diminution de la production et des exportations, bien que le prix du baril ait été de 63,1 USD pendant cette période, soit supérieur aux 59,3 USD prévus. A l'inverse, les recettes fiscales ont progressé depuis le début de l'année (atteignant 201 Mds entre janvier et août), dépassant le montant prévu de 48 Mds USD. Les recettes provenant de l'impôt sur le revenu ont augmenté de 6,9 % g.a. en termes réels, dans un contexte de hausse de l'emploi formel et d'augmentation soutenue des salaires. La résilience de la consommation intérieure et un taux de change plus compétitif ont par ailleurs favorisé la collecte de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), qui a augmenté de 6,2 % g.a. en termes réels annuels. La collecte de l'impôt spécial sur la production et les services (IEPS) a revanche affiché une baisse de 0,5 % g.a.. Au cours des huit premiers mois de l'année, dans un contexte de changements commerciaux, les taxes sur les importations ont quant à elles enregistré une croissance annuelle de 24,5 % et un excédent de recettes de 70 M USD.

## Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	02/10/2025
Bourse (IPC)	0,88%	19,89%	62 915,57 points
Change MXN/USD	-0,16%	-5,31%	18,39
Change MXN/EUR	-0,23%	0,54%	21,58
Prix du baril mexicain	-1,37%	-4,08%	61,16

## Amérique centrale

### Régional

**Les exportations centraméricaines vers les États-Unis augmentent malgré les incertitudes et les droits de douane.** En dépit de l'instauration en avril 2025 d'un droit de douane universel de 10 % par les États-Unis, les exportations d'Amérique centrale et de République dominicaine vers ce marché restent en hausse, affichant une croissance d'environ 10 % g.a. au premier semestre 2025. Cette dynamique est portée par la hausse des prix internationaux et l'effet de « *front-loading* », les entreprises américaines anticipant l'application des nouveaux tarifs. Toutefois, la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE) souligne que ces mesures augmentent le risque face à une possible décélération de l'économie américaine et à l'incertitude de sa politique commerciale. Les pays de la région, fortement dépendants du marché américain, devront s'adapter pour éviter fermetures d'entreprises et recul des investissements dans les secteurs textiles, agricoles et alimentaires.

## Costa Rica

**Moody's Ratings a relevé la note de risque souverain du Costa Rica de Ba3 à Ba2, avec une perspective « stable », en raison d'une amélioration significative de la discipline budgétaire et de la gestion de la dette publique.** D'après l'agence, la dette du Costa Rica est passée d'un pic de 67,6% du PIB en 2021 à 59,8% en 2024. Le solde budgétaire primaire a augmenté de plus de trois points de PIB par rapport aux niveaux d'avant la pandémie, grâce à d'importantes réductions de dépenses et à l'augmentation des recettes issues de la réforme fiscale de 2018. L'agence prévoit que l'excédent primaire s'élève à 2,6 % du PIB en 2025 contre 2,3% en 2024, entraînant un déficit budgétaire global plus faible de 2,2 % du PIB en 2025 contre 2,8 % en 2024. La dette publique, selon l'agence, devrait passer sous les 55 % du PIB en 2027.

**Les exportations de biens du Costa Rica ont augmenté de 16 % g.a. entre janvier et août 2025, atteignant un montant total de 15,0 Mds USD, d'après l'agence de promotion du commerce extérieur (Procomer).** Cette croissance a été stimulée par la hausse des exportations (i) de dispositif médicaux (+33 %) ; (ii) le secteur agricole (+3 %) soutenue par le café, les fruits congelés et l'ananas ; (iii) l'industrie alimentaire (+2 %) ; (iv) le secteur chimique et pharmaceutique (+14 %) ; (v) le secteur électrique et électronique (+8 %) ; (vi) l'élevage et de la pêche (+2%).

**Le président Chaves a confirmé le projet de train électrique de passagers dans la zone métropolitaine de la capitale San José pour un montant de 800 M USD.** Le projet devrait être financé par un prêt de 250M USD de la Banque européenne d'investissement (BEI) et par un cofinancement de la Banque d'intégration économique d'Amérique centrale (BCEI) et du Fonds vert pour le climat à hauteur de 550 M USD. Le projet prévoit 51 km de voies avec des fréquences de 10 minutes et comportera 30 stations et 2 lignes qui relieront les villes de Cartago, San José, Heredia et Alajuela. 100 000 voyageurs par jour sont prévus.

**BID Invest a annoncé un financement à long terme de 65 M USD à Liberty Telecomunicaciones de Costa Rica LY, S.A., ainsi qu'une tranche supplémentaire non engagée de 35 M USD.** Cette opération comprend une composante de financement non engagée, sous forme de prêts syndiqués ou d'émission d'obligations B, avec la participation d'investisseurs institutionnels. D'après, Maarten Hekking, vice-président des finances de Liberty Costa Rica, cette action représente une étape décisive pour améliorer la qualité des services mobiles et fixes à haut débit dans le pays, en élargissant considérablement la couverture, la vitesse et la fiabilité de la connectivité, en particulier dans les communautés rurales qui présentent aujourd'hui des niveaux de connectivité plus faibles. On estime que le Costa Rica a besoin d'une augmentation de 66 % de ses connexions haut débit fixes pour se rapprocher des normes de l'OCDE.

## El Salvador

Selon la Banque centrale de Réserve (BCR), les exportations des « *maquilas* » se sont élevées à 533,4 M USD entre janvier et août, en baisse de 10 % g.a.. Ce niveau est inférieur de plus de 40 % au plus haut historique de 895,2 M USD atteint sur les huit premiers mois de 2022. Ces exportations, constituées d'articles d'habillement et de confection à hauteur de 64 % (dont 38 % de t-shirts, 17 % de pulls et 12 % de dessous) et de produits électriques et électroniques (dont 60 % de condensateurs électriques et 23 % de câbles et fils électriques), sont destinées aux Etats-Unis (65 %), au Honduras (14 %) et au Mexique (9 %).

## Guatemala

Le Guatemala enregistre une amélioration historique dans les indicateurs internationaux de transparence et de lutte anticorruption. Le rapport « Etat Global de la Démocratie 2025 » de l'institut IDEA (*International Institute for Democracy and Electoral Assistance*), attribue au Guatemala une note en hausse de 48 %, soit le meilleur score des dernières années (0,40). Après une période de recul, le pays parvient ainsi à inverser la tendance et à améliorer son positionnement en matière de démocratie et de gouvernance. Selon les autorités, ces progrès renforcent la sécurité juridique et la confiance dans les institutions, contribuant à la reconnaissance internationale du pays. Les agences de notation Fitch Ratings et Standard & Poor's, en visite début 2025, ont également confirmé l'importance des mesures de transparence et des réformes anticorruption mises en œuvre par le gouvernement Arévalo. Le FMI a, de son côté, souligné la pertinence de cet agenda dans la lutte contre les activités illicites.

**L'IFC, la JICA et FinDev Canada investissent 415 M USD dans Banco Industrial.** La structure du financement combine 190 M USD de l'IFC, 150 M USD de JICA et 75 M USD de FinDev Canada. Le financement permettra de développer des projets durables, renforcer la résilience climatique, réduire le déficit de logements et soutenir la croissance des PME guatémaltèques - avec un accent sur celles dirigées par les femmes -, qui représentent 40 % du PIB et 77 % de l'emploi.

## Honduras

**Le FMI et les autorités honduriennes sont parvenus à un accord technique dans le cadre de la 4ème revue de la Facilité élargie de crédit (ECF) et du Mécanisme élargi de crédit (EFF).** L'approbation formelle par le Conseil d'administration, attendue d'ici fin 2025, permettra un décaissement d'environ 120 M USD. La mission du FMI a salué la résilience de l'économie hondurienne, marquée par une croissance de 3,9 % au premier semestre 2025, une inflation de 4,2 % en août et des réserves internationales portées à 9,7 Mds USD, soutenues par les envois de fonds (*remesas*) et des termes de l'échange favorables. Le déficit budgétaire devrait se limiter à 1,5 % du PIB en 2025 et 1 % en 2026, préservant une marge pour les investissements sociaux et productifs. Le FMI a également souligné les progrès en matière de

protection sociale, de réduction des pertes dans le secteur énergétique et de préparation d'une future mise en concurrence pour 1 500 MW de capacités de production en 2026. L'institution encourage enfin la poursuite des réformes en gouvernance et lutte anticorruption, à la veille de l'évaluation du GAFI en 2026.

## Panama

**Le ministre de l'Économie et des Finances a présenté, le 25 septembre, devant l'Assemblée nationale, les grandes lignes du budget 2026.** Il a rappelé que la dette publique avait progressé de 73 % en cinq ans sous l'ancien gouvernement, entraînant un doublement de la charge d'intérêts, et a insisté sur la nécessité de rétablir l'équilibre des finances publiques. Selon lui, le déficit budgétaire devrait être ramené de 7,4 % du PIB en 2024 à 4 % en 2025, avec l'objectif de le réduire à 1,5 % d'ici la fin de la décennie, conformément à la Loi sur la responsabilité budgétaire. En 2026, le service de la dette devrait atteindre 8 Mds USD, soit plus du double du budget alloué à l'éducation (3,2 Mds USD) et près de sept fois celui de la santé (1,18 Md USD). Le ministre a toutefois souligné qu'en 2025, la charge de la dette aurait été allégée de 395 M USD grâce à une baisse de la prime de risque. D'après la Direction du crédit public, le stock de dette publique du Panama s'élevait à 57,8 Mds USD en août 2025, en hausse de 10 % sur un an.

**First Quantum engage un arbitrage international contre le Panama après la fermeture de la mine de Donoso, réclamant plus de 20 Mds USD.** Le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI), organisme affilié à la Banque mondiale, a annoncé le 10 septembre la constitution de deux panels d'arbitrage. L'un a été demandé par la société canadienne First Quantum, concessionnaire du projet minier de Donoso (province de Colón), et l'autre par Korea Mine Rehabilitation and Mineral Resources Corp, actionnaire à 9 %. Ces procédures font suite aux plaintes déposées contre le Panama après la fermeture de la mine de cuivre de Donoso le 28 novembre 2023. Selon le ministère de l'Économie et des Finances, les parties ont convenu de maintenir la formation des panels, malgré la suspension des procédures annoncée plus tôt dans l'année. Parallèlement, First Quantum aurait engagé une seconde action devant la Cour internationale d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale (CCI). Les deux recours combinés portent sur des demandes d'indemnisation dépassant 20 Mds USD.

## Nicaragua

**Les autorités ont annoncé avoir accordé des concessions minières portant sur plus de 85 000 ha aux sociétés chinoises** Zhong Fu Development (50 000 ha à Río San Juan), Three Gold Coins Company (23 220 ha à Nueva Segovia et Matriz), et Northern Mining Company SA (11 800 ha à Chinandega et Jinotega). Ces concessions, d'une durée de 25 ans, portent sur « *des gisements de minéraux métalliques et non métalliques* ».

# Caraïbes

## Barbade

**L'Agence de Développement des Exportations des Caraïbes a lancé le programme BRIDGE, qui offre un cofinancement pouvant atteindre 100 000 EUR grâce au soutien de l'initiative Global Gateway de l'Union européenne.** Destiné aux micros, petites et moyennes entreprises (MPME) de la région, ce programme vise à renforcer leur résilience et leur compétitivité en ciblant deux priorités majeures : la transition verte et la transformation numérique. L'Union européenne cofinancera jusqu'à 60 % des projets liés aux énergies renouvelables, à l'agriculture durable, à l'économie circulaire, à l'économie bleue et aux services, ainsi qu'aux technologies vertes. Elle financera également 60 % des initiatives portant sur le commerce électronique, l'automatisation des processus, la cybersécurité, les produits numériques et la numérisation de la chaîne d'approvisionnement.

## Cuba

**Depuis plus d'un an, une grave crise de distribution d'eau à Cuba laisse plus de 3 millions d'habitants sans accès stable.** D'après l'Institut national de ressources hydrauliques (INRH), trois facteurs expliqueraient cette situation. Premièrement, la sécheresse exceptionnelle que connaît le pays en 2025, l'une des plus graves de son histoire récente, avec un déficit hydrique estimé à plus de 1,7 milliard de m<sup>3</sup> et 20 % des nappes phréatiques en situation critique. Sur les 242 réservoirs naturels, 139 sont à moins de 50 % de leur capacité et 13 sont déjà totalement asséchés. Les pluies intenses liées à une dépression tropicale fin septembre ont temporairement augmenté les stocks dans l'est du pays, mais sans combler le déficit accumulé. À cette contrainte climatique s'ajoute le déficit énergétique, qui perturbe la distribution d'eau courante et affecte directement 1,5 million de personnes, notamment à La Havane et dans ses provinces voisines. Enfin, l'état vétuste du réseau hydraulique et la défaillance des équipements aggravent la pénurie. Les autorités affirment concentrer leurs efforts sur la modernisation des infrastructures et le déploiement de nouvelles stations de pompage. Afin d'atténuer la crise, la distribution d'eau via des camions citernes est devenue une pratique courante. Cette mesure s'avère néanmoins insuffisante pour répondre à la demande de la population. Par ailleurs, ces camions sont parfois détournés, moyennant le paiement d'une rétribution au chauffeur. La gravité de la situation a déjà provoqué des manifestations dans plusieurs municipalités, y compris dans la capitale.

## Jamaïque

**La Banque de Jamaïque (BOJ) a annoncé le maintien de son taux directeur à 5,75 %.** Selon la BOJ, cette décision repose sur le fait que, malgré une inflation générale de 1,2 % g.a. en août 2025, inférieure à sa fourchette cible (4,0 % - 6,0 %), l'inflation sous-jacente reste dans la cible, à 4,2 %. Les débats du Comité de politique monétaire (MPC) ont porté sur le positionnement de la banque centrale face à une faible inflation intérieure persistante, aux incertitudes mondiales et à l'évolution des taux d'intérêt dans les principaux pays développés. À l'issue des délibérations, le MPC a estimé que le maintien du taux directeur demeurerait approprié pour soutenir la convergence de l'inflation vers sa cible, a déclaré le gouverneur Richard Byles.

## République Dominicaine

**Lors de sa réunion de politique monétaire de septembre 2025, la Banque centrale (BCRD) a annoncé une réduction de son taux de politique monétaire de 5,75 % à 5,50 %, soit un abaissement de 25 points de base.** Dans le même temps, la facilité de prêt marginal passe de 6,25 % à 6 % tandis que le taux de dépôt rémunéré (*overnight rate*) est maintenu à 4,50 %. Cette décision s'inscrit dans une tendance globale à l'assouplissement des conditions financières, marquée par l'atténuation des taux de la Banque Centrale Européenne (BCE) et de la Réserve Fédérale des Etats Unis (FED). Sur la plan domestique, l'inflation globale observée (3,71 % g.a. en août 2025) se situe dans la fourchette cible de 4 %  $\pm$  1 fixée par la BCRD. L'objectif affiché est le soutien de la demande interne en favorisant l'accès au crédit pour les secteurs productifs tout en consolidant la stabilité de l'économie. A court terme, l'efficacité de cette mesure dépendra de la transmission effective aux conditions de financement bancaires ainsi que de l'évolution du marché des changes, dans un contexte où le peso demeure vulnérable aux écarts de rendement avec le dollar. Une attention particulière devra être portée aux tensions inflationnistes notamment en cas de reprise accélérée de la demande.

**La Banque mondiale apporte son assistance à la Superintendance des Banques dans le cadre d'un programme visant à prévenir les risques dans le secteur financier.** Cette coopération s'inscrit dans le cadre des engagements pris par le pays dans l'alignement de son système financier aux standards internationaux. Ainsi, Ce support technique vise à développer de nouvelles méthodes pour surveiller le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, ainsi qu'à renforcer les systèmes d'alerte et de suivi des institutions financières. Ce programme inclut également la formation des équipes techniques de la Superintendance. Le renforcement des capacités de supervision permettra à la fois de préserver la stabilité et l'intégrité du système financier dominicain, de prévenir les risques financiers et réputationnels liés au blanchiment, et de renforcer la crédibilité du pays sur la scène financière internationale.

## Trinité-et-Tobago

**S&P Global Ratings a confirmé la note souveraine de Trinité-et-Tobago à BBB-, mais a révisé la perspective de « stable » à « négative ».** L'agence mentionne la faiblesse persistante des finances publiques et l'érosion progressive des réserves budgétaires et externes comme principaux facteurs. L'agence de notation souligne également que les progrès limités en matière de diversification économique rendent le pays vulnérable à la volatilité des prix de l'énergie, tandis que la production de pétrole et de gaz, qui représente plus d'un quart du PIB, plus d'un quart des recettes publiques et près de 80 % des exportations, a récemment diminué. S&P anticipe une croissance économique modeste de 1 % en 2025 et 2026, un déficit public général de 6,0 % du PIB pour 2025 (légèrement inférieur aux 6,1 % de 2024), et une moyenne de 2,3 % pour les exercices 2026-2028. La dette publique nette devrait varier en moyenne de 3,1 % du PIB entre 2025 et 2027.

**Le PIB de Trinité-et-Tobago a reculé de 2,1 % g. a. au cours du T1 2025, selon la Banque centrale.** Ce résultat s'expliquerait par une diminution de 4,8 % de la production dans le secteur énergétique et de 1,0 % dans le secteur non énergétique. Les données préliminaires du ministère de l'Énergie et des Industries énergétiques pour le T2 indiquent des performances mitigées : la production de gaz naturel aurait diminué de 2,1 %, tandis que celle de pétrole brut progressait légèrement de 0,3 %. Dans l'industrie pétrochimique, l'ammoniac (+6,9 %) et l'urée (+26,7 %) ont connu une expansion, mais la production de méthanol a fortement reculé (-28,1 %), selon le rapport trimestriel de la Banque centrale.

## Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

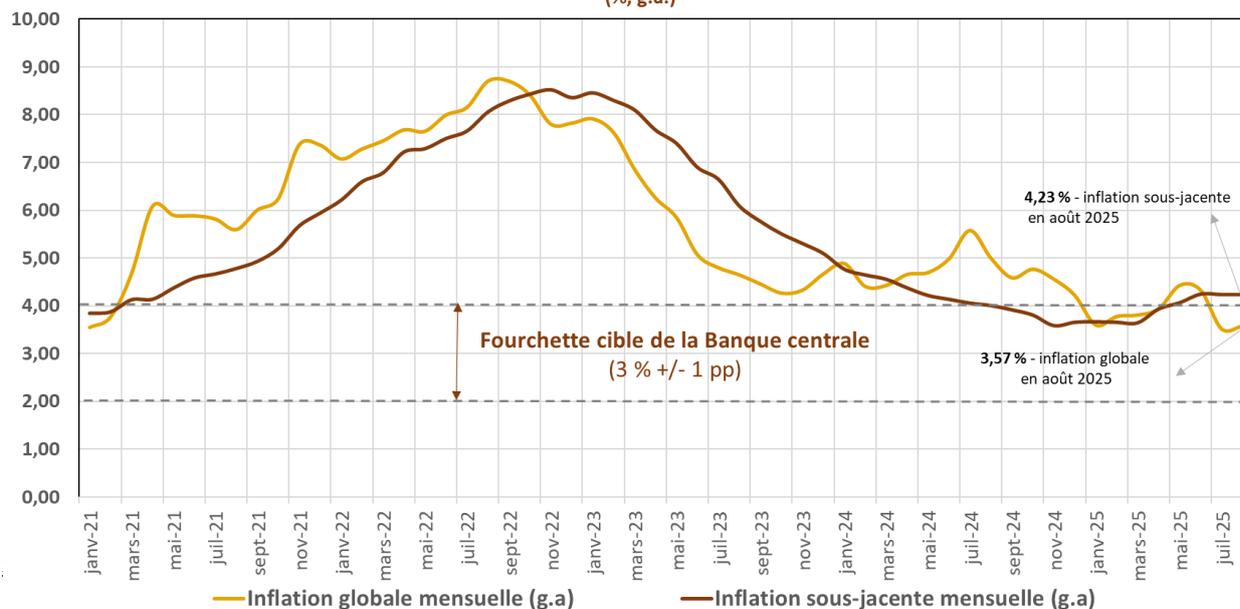
Pays	Population (millions d'hab., 2024)	PIB nominal (Mds USD, 2024)	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Croissance du PIB 2024	Prévision FMI 2025	Prévision FMI 2026	Dette publique (% PIB, 2025, prév FMI)	Inflation (2025, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	2 017,0	3,7%	3,3%	1,4%	0,2%	1,4%	60,7%	3,5%	7,50%
Belize	0,4	3,3	9,7%	1,1%	8,2%	3,2%	2,5%	59,5%	2,1%	2,25 %
Costa Rica	5,3	96,1	4,6 %	5,1%	4,3%	3,4%	3,4%	59,7%	2,2%	3,50%
Guatemala	17,9	110,0	4,2%	3,5%	3,7%	4,1%	3,8%	27,2%	3,0%	4,00%
Honduras	10,7	37,4	4,1%	3,6%	3,6%	3,3%	3,4%	43,0%	4,7%	5,75%
Nicaragua	6,7	18,8	3,6%	4,4%	3,6%	3,2%	3,1%	38,4%	4,0%	6,25%
El Salvador	6,4	35,3	2,8%	3,5%	2,6%	2,5%	2,5%	87,9%	1,8%	--
Haïti	12,4	24,0	-1,7%	-1,9%	-4,2%	-1,0%	1,0%	11,8%	27,2%	10,00%
Jamaïque	2,8	19,3	5,2%	2,6%	-0,8%	2,1%	1,6%	64,6%	5,0%	5,75%
Panama	4,5	87,3	10,8%	7,6%	2,9%	4,0%	4,0%	54,6%	1,3%	--
République Dominicaine	10,8	127,4	5,2%	2,2%	5,0%	4,0%	4,8%	58,2%	4,3%	5,50%
Cuba	11,2	25,3	3,2 % (EIU)	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	--	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Juillet 2025

### - Annexe Graphique Mexique -

#### INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE

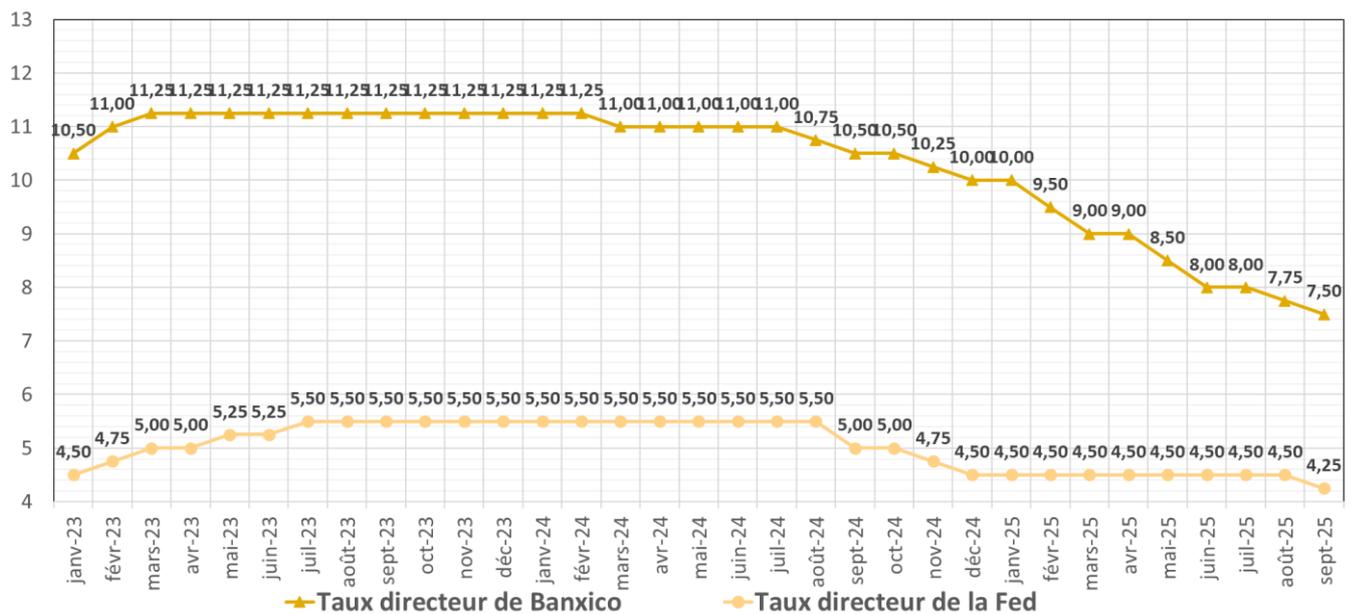
(%, g.a.)



date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550
janv-25	10,00	4,50	550
févr-25	9,50	4,50	500
mars-25	9,00	4,50	450
avr-25	9,00	4,50	450
mai-25	8,50	4,50	400
juin-25	8,00	4,50	350
juil-25	8,00	4,50	350
août-25	7,75	4,50	325
sept-25	7,50	4,25	325

Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

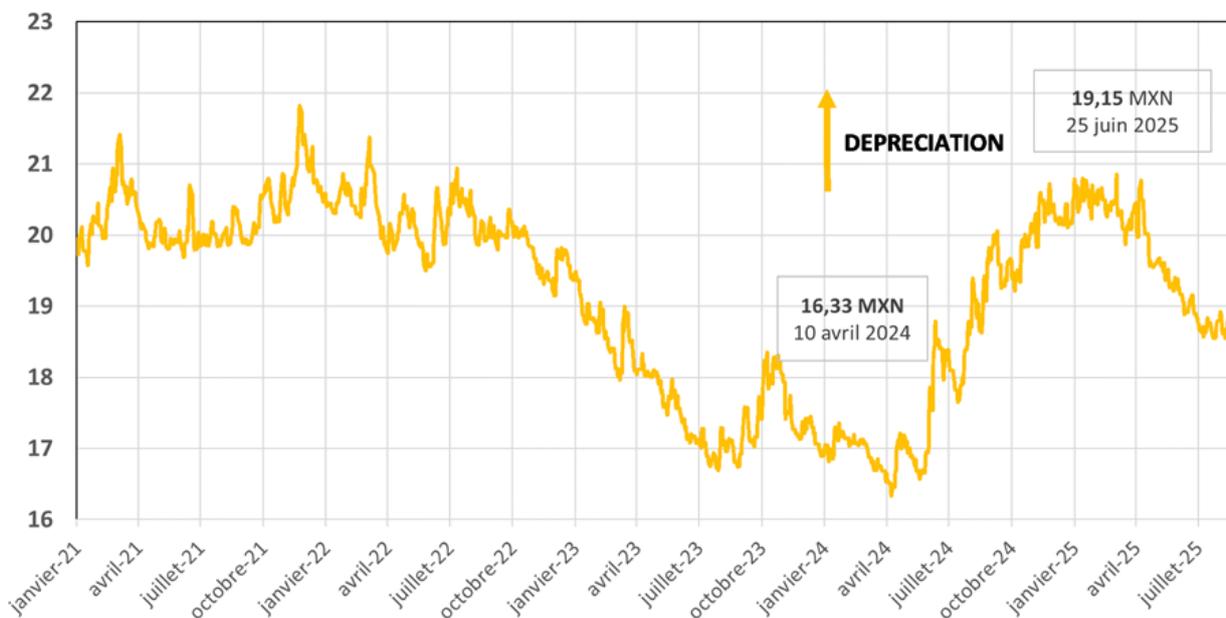
DIFFERENTIEL DE TAUX DIRECTEUR ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAIN ( % )



Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

## EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE

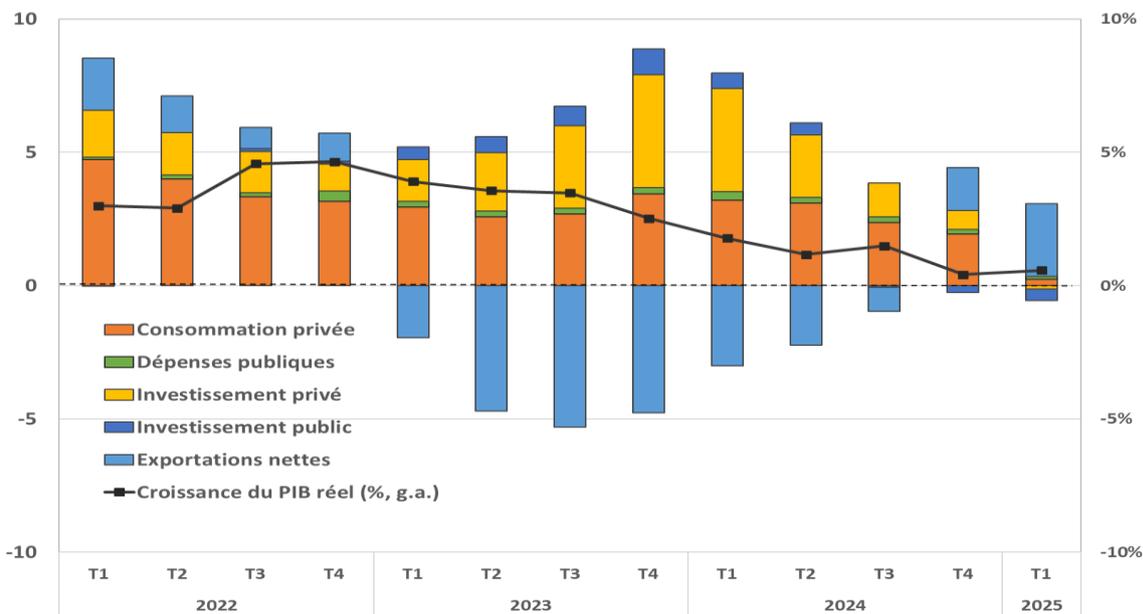
(MXN/USD)



Source : Banque centrale du Mexique

## PIB REEL ET SES COMPOSANTS

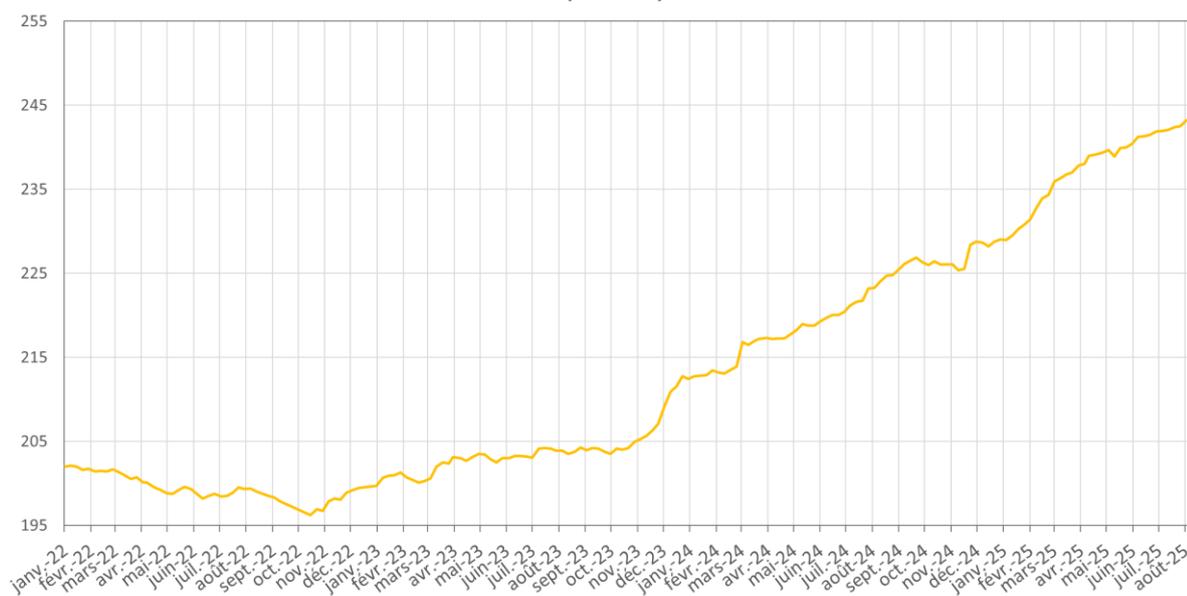
*Contributions à la croissance (pp, axe de gauche) / Taux de croissance trimestriel du PIB (g.a., axe de droite)*



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières (calculs : SER)

## NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES

(Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : [mexico@dgtresor.gouv.fr](mailto:mexico@dgtresor.gouv.fr)